

A l'heure du trop méconnu socle européen des droits sociaux, quel(s) rôle(s) des villes pour renforcer la dimension sociale de l'Europe ?

1. Socle européen des droits sociaux, Denis Bouget

Socle européen est composé de 20 principes + considérants + 3 chapitres (égalité des chances / conditions de travail / protection sociale et inclusion sociale).

Objectif = ensemble cohérent des droits sociaux au niveau européen pour que chaque acteur puisse s'en emparer dans les différents niveaux de pouvoir (UE, états membres, départements, comtés,...).

Genèse : en 1989 = élaboration de la charte des droits fondamentaux des travailleurs > intégrée dans les traités (maastricht).

En 2012, OIT recommandation d'une élaboration de protection sociale qui soit équitable et inclusive. Au moment de la crise, la BCE a mené une politique dure > commission Barroso > déclin des affaires sociales. = période de déclin des affaires sociales.

Juncker arrive en 2014 = socle européen grâce à Juncker car c'est lui qui l'impulse. Nov 2017 : déclaration de Göteborg : publication solennelle du socle des droits sociaux.

Maria Rodriguez = rôle important dans la préparation du socle. Accueil favorable.

Usage : au niveau européen, relancer la machine. Directives supposent des contraintes car législation doit être modifiée et cela prend du temps (équilibre vie pro/privée, conditions de travail et ses règles, directive du détachement,...). Création de l'autorité européenne du travail et protection sociale pour tous (les salariés ont la même protection sociale, même les indépendants).

=> Peut être utilisé par les différents niveaux de compétence afin de légitimer des politiques nationales, locales.

2. rôle des associations, Liz Gosme

Représentation de la plateforme sociale (= 40 associations) > défense du monde associatif social : lobbying.

Europe sociale = partenariat, législation, accords, socle européen = document qui sert de vision afin de faire pression au quotidien pour la mise en œuvre.

70 % industrie / 20 % états / 10 % monde associatif.

Traité de Rome en 1957 = idée de créer une éco euro forte et donc les 6 pays défendent la protection sociale des cotisations sociales (à peu près la même idée) mais on laisse les pays se débrouiller tout seul dans ce domaine à cause du principe de subsidiarité et donc cela est resté tel quel.

Conseil : institution qui décide dont Macron et Merkel > souhaitent que cela reste dans le domaine national.

3. problème des villes // UE, Abassia Haken et Lluís Torrens Melich

Nantes participe au réseau Eurocities = institution qui regroupe plusieurs villes européennes qui se retrouvent sur des thématiques (développement emploi, éducation, affaires sociales) > échanger sur les pratiques et essayer de faire ressortir les bonnes pratiques.

Nantes = Territoire dynamique (taux de pauvreté inférieur à celui national, -11%). Près de 80 000 perso vivant sous le seuil de pauvreté. Métropoles considérées comme terrain d'expérimentation, idée de laboratoire.

Exemple à Nantes : accueil des réfugiés = question traitée à l'échelle européenne mais pourtant doit être gérée par les villes. Accueil de près de 750 personnes qui sont dans le dispositif pour un parcours d'intégration « normal ». Lutte contre grande précarité et pauvreté et donc prise en compte des personnes dans la rue > 2 projets financés par l'Europe : projet 5 ponts (accueil, restauration rapide, endroit pour les soins,...) + projet « bains/douches ».

Eurocities permet une inscription dans certaines problématiques comme édu précoce inclusive, travail décent, accès logement, ville-santé.

Socle européen des droits sociaux est-il important dans la vie locale de Barcelone ?

Différence entre quartiers est importante > inégalités importantes

Double subsidiarité en Espagne à cause du système politique. Taux de pauvreté = + 20 % en Espagne. Grands défis : bourse de chômeurs de longue durée, jeunes au chômage ou en précarisation, revenu réel des jeunes a baissé de 20 % et donc accès au logement très difficile.

Politiques d'investissement étaient très focalisées sur les infrastructures > conduit à la gentrification, hausse des prix car pas de contrôle.

Importance de transformer les villes en laboratoire en vue d'améliorer et de joindre les différentes instances > meilleurs résultats.

Critères pour obtention d'un financement européen : travail sur la durée totale du projet.

Politique de redistribution : fonds européens investis dans le changement mais qui ne remplaceront jamais le budget alloué des gouvernements.

Villes ayant de grandes compétences dans le domaine sociale : Stockholm, Malmö et une autre ville scandinave > dans la redistribution des impôts, une grande partie du budget est transférée aux municipalités. Cela soulève la question de la coordination.